

**MINISTRE DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT**

SECRETARIAT GENERAL



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

**MATRICE DES PRÉOCCUPATIONS ET
RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA RENCONTRE
GOUVERNEMENT/SECTEUR PRIVÉ 2017**

Mars 2018

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
Préoccupations et recommandations d'ordre général				
1.	Maison de l'Entreprise du Burkina Faso (MEBF)	Faciliter la création d'une banque d'investissement dédiée aux PME/PMI avec des conditions particulières en termes de coût (taux d'intérêt), d'accessibilité et de durée (prêts sur 10 ans et plus),	Le Gouvernement reconnaît la nécessité de la mise en place d'une banque dédiée aux PME/PMI. A cet effet, il a souligné que des études sont en cours en vue de la création d'une banque des PME/PMI.	MINEFID MCIA
2.	MEBF	Mettre en place des sociétés de cautionnement mutuel en vue d'améliorer l'accès des populations au financement des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)	Le Gouvernement a relevé que des réflexions sont en cours en vue de la mise en place de sociétés de cautionnement mutuel dans le cadre de la stratégie nationale d'inclusion financière.	MINEFID
3.	MEBF	Mettre en place des mécanismes d'incitations fiscales au profit des SFD en vue de leur permettre d'ouvrir des guichets en milieu rural	Le Gouvernement a indiqué que l'article 118 de la loi N° 023-2009/AN du 14 mai 2009 portant réglementation des SFD au Burkina Faso prévoit des incitations fiscales au profit des SFD organisés sous forme mutualiste ou coopérative. Il a également souligné que des réflexions sont en cours au niveau sous régional en vue de l'extension de cette incitation aux autres catégories de SFD.	MINEFID

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
4.	Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises du Burkina Faso (CGPME-BF)	Mettre l'accent sur la « préférence nationale » dans la commande publique	Le Gouvernement a indiqué que cette préoccupation est prise en compte pour ce qui est des produits alimentaires à travers l'Arrêté N°2017-002/PM/CAB du 31 janvier 2017 qui fait obligation aux structures étatiques d'acheter prioritairement les produits alimentaires locaux dans le cadre de leur approvisionnement.	MINEFID MCIA
5.	CGPME-BF	Prendre des dispositions pour permettre aux PME d'accéder aux marchés publics	Le Gouvernement a mentionné que ces dispositions sont prises en compte dans la loi d'orientation et de promotion des PME du Burkina Faso. En outre, il a relevé que l'allègement des procédures de la commande publique telles le relèvement des seuils de la demande de cotation, de la demande du prix et l'introduction d'une nouvelle procédure allégée pour les prestations intellectuelles améliorera l'accès des PME aux marchés publics.	MINEFID MCIA
6.	OTRAF	Construire et entretenir les infrastructures routières	Le Gouvernement a indiqué que dans le cadre du PNDES, et au titre des travaux d'urgence 110 entreprises burkinabè ont été sélectionnées pour la mise en état du réseau routier national à hauteur de 80 milliards de francs CFA. Cependant ces entreprises ont besoin de l'accompagnement des banques pour l'exécution de ces travaux. En outre, il a signifié que ces entreprises doivent	MI, MTMUSR

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
			aussi jouer leur rôle dans la qualité de ces infrastructures pour continuer à bénéficier de l'accompagnement de l'Etat.	
7.	OTRAF	Reconduire l'opération d'exonération de droit et taxes pour l'importation de véhicules neufs	le Gouvernement a relevé que des négociations ont été menées avec la Banque mondiale et le Projet de modernisation du secteur des transports et à la facilitation de commerce (PAMOSET-FC) permettra la mise en place d'un mécanisme pérenne pour le renouvellement de la flotte de véhicules de transports	MTMUSR MINEFID
8.	Association Professionnelle des Hôteliers et Restaurateurs du Burkina	Accélérer les règlements de factures impayées des restaurations	Le Gouvernement a relevé qu'au titre de l'apurement de la dette intérieure, un montant de 35 000 000 000 F CFA a été inscrit dans la loi de finances rectificative 2016 pour le règlement des dettes jugées régulières par l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption (ASCE-LC). De même, un montant de 30 000 000 000 FCFA a été ouvert en 2017 pour l'apurement de la dette irrégulière.	Tout ministère

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
9.		Renforcer le mécanisme de restructuration et de mise à niveau des entreprises et dédommager les entreprises victimes d'actes de vandalisme		MCIA MINEFID
Préoccupations et recommandations d'ordre spécifique				
10.	Confédération Générale des Petites Et Moyennes Entreprises du Burkina Faso (CGPME-BF)	Promouvoir la coopération entre grandes entreprises et PME.	Le Gouvernement a relevé que sous l'égide de l'UEMOA, il a été créé la Bourse de sous-traitance et de partenariat du Burkina Faso (BSTP-B) afin de susciter un esprit de coopération. En outre, la loi d'orientation de promotion des PME prévoit des dispositions en la matière	MCIA, MINEFID
11.	CGPME-BF	Elaborer une politique nationale des PME	Le Gouvernement a indiqué qu'un Plan pluriannuel déclinant les actions de promotion des PME est en cours d'élaboration après l'adoption de la loi d'orientation et de promotion des PME le 27 avril 2017.	MCIA, MINEFID

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
12.	CGPME-BF	Mettre en place un mécanisme pour assurer une meilleure cohérence des politiques publiques d'appui aux PME	Le Gouvernement a indiqué que des réflexions seront engagées pour la mise en place de l'Observatoire national des PME du Burkina Faso afin de coordonner les mesures en leur faveur.	MCIA
13.	Groupement Professionnel des Industriels (GPI)	Réhabiliter les anciennes zones industrielles et aménager de nouvelles zones industrielles à Ouagadougou et Bobo	Le Gouvernement a indiqué que la finalisation de la première phase de l'aménagement de la nouvelle zone industrielle de Bobo (route de BAMA) d'un montant de 1,5 milliard FCFA et les travaux de la deuxième phase d'un montant de 2,97 milliards de FCFA sont prévus pour cette année 2017 .	MCIA, MUH, MI, MINEFID
14.	GPI	Renforcer la lutte contre la fraude	Le Gouvernement a mentionné que des actions de répression de la fraude vont s'intensifier au cours de l'année 2017.	MINEFID, MCIA, MSI
15.	GPI	Promouvoir un accès libre et équitable aux marchés publics	le Gouvernement a indiqué qu'un site d'accès libre aux marchés publics est régulièrement animé à l'adresse « www.dgmp.gov.bf », de même que la production quotidienne de la revue des marchés publics.	MINEFID
16.	GPI	Revoir à la baisse le coût des facteurs de productions notamment énergie	le Gouvernement a indiqué que la réduction du prix du kWh n'est pas envisageable pour l'instant du fait de la situation financière difficile de la Société Nationale d'Electricité du Burkina(SONABEL). Toutefois, le Gouvernement a souligné que des solutions	ME, MEA, MDENP

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
			appropriées sont en train d'être mises en œuvre notamment la transition énergétique vers les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en vue d'entraîner la baisse du kWh d'électricité.	
17.	Chambre des Métiers de l'Artisanat du Burkina Faso (CMA-BF)	Accélérer le processus de construction des villages artisanaux	Le Gouvernement a indiqué que le village artisanal de Kaya a été construit en 2016 et que celui de Bobo-Dioulasso est en cours. Il a en outre décliné sa vision qui est de doter chaque chef-lieu de région d'un village artisanal. A cet effet, une étude de faisabilité pour la construction de trois autres villages artisanaux a déjà été réalisée et un Avant-projet Sommaire (APS) existe	MCIA
18.	CMA-BF	Ouvrir des centres de formation multifonctionnels de référence des artisans dans les régions	Le Gouvernement a indiqué qu'il existe deux (02) centres nationaux de formation professionnelle à Ouagadougou et Ziniaré ; treize (13) centres régionaux de formation professionnelle repartis dans les treize régions et sept (7) centres provinciaux repartis dans sept (07) provinces. Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre du PNDES, il a signifié qu'une étude de faisabilité est en cours de réalisation pour la construction d'un centre de référence aux métiers de l'artisanat	MCIA MJFIP

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
19.	CMA-BF	Ouvrir des centres de ressources multi technique dans les provinces afin de permettre aux artisans de disposer sur place et à moindre coût d'outils de qualité	Le Gouvernement a indiqué que deux Centres de Ressources Artisanales (CRA) existent déjà à Kaya et à Bobo-Dioulasso	MCIA, MJFIP
20.	CMA-BF	Renforcer et pérenniser le marché des 100 000 charrues au profit des artisans du Burkina Faso et centraliser au niveau de la CMA-BF les différents marchés prévus pour le secteur de l'artisanat	Le Gouvernement a mentionné que la CMA-BF a bénéficié en 2016 d'une convention d'un montant de 8 224 057 111 FCFA. Pour 2017, une autre convention de financement est en cours de finalisation.	MINEFID, MCIA, MAAH, MENA, MESRSI
21.	CMA-BF	Prendre des textes d'application pour mettre en application le code communautaire de l'Artisanat	le Gouvernement a relevé que pour certaines dispositions, des projets de textes d'application du Code de l'artisanat ont été élaborés et seront soumis à l'ensemble des parties prenantes avant leur adoption.	MCIA, MINEFID
22.	CMA-BF	Construire un siège au profit de la Chambre des Métiers de l'Artisanat du Burkina Faso	Le Gouvernement a indiqué que la question sera examinée après les études techniques qui sont en cours.	MCIA, MINEFID, MUH
23.	CMA-BF	Prévoir dans les plans de lotissement des villes des espaces dédiés aux acteurs de l'artisanat qui porteront le nom de « zones artisanales »	Le Gouvernement a indiqué que cette préoccupation est prise en compte à travers la création des Zones d'Activités Diverses (Z.A.D) dans les centres urbains et ruraux aménagés ou à aménager du Burkina Faso. Lesdites zones sont destinées à recevoir divers types	MUH, MATD, MCIA

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
			d'activités dont celles portant sur l'artisanat et la grille des équipements retient une superficie d'au moins 8.000 m2 pour les zones artisanales.	
24.	CMA-BF	Réduire ou supprimer les droits et taxes d'entrée des équipements et machines de production artisanales	Le Gouvernement a relevé que le Burkina Faso est membre d'organisations communautaires (UEMOA et CEDEAO) qui régissent les questions de fiscalité de porte. Par conséquent, aucun Etat de la communauté ne peut réduire ou supprimer une taxe quelconque. Toutefois, il a indiqué que cette préoccupation pourrait être prise en compte par le code des investissements pour les acteurs remplissant les conditions.	MINEFID, MCIA
25.	Fédération des Commerçants des Marchés et Yaars de la Région du Centre (FCMYRC)	Sensibiliser régulièrement sur l'importance du paiement des droits et taxes et impliquer des mairies dans le recouvrement	le Gouvernement a indiqué qu'après l'adoption de la loi de finance, des campagnes de sensibilisation sont organisées à travers l'ensemble du pays et que des dispositions seront prises afin d'y impliquer les élus locaux.	MINEFID, MATD
26.	FCMYRC	Proposer un plan d'assainissement de l'ensemble de tous les marchés et yaars	Le Gouvernement a précisé qu'il est toujours prévu des espaces destinés aux équipements marchands dont les marchés et yaars dans les plans de lotissement et il accompagne les collectivités territoriales dans la conception des plans et l'exécution des travaux d'assainissement.	MUH, MI MEA, MCIA

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
27.	SYNTAB	Créer des têtes de taxi et des lieux de stationnement dans les différents axes des villes	Le Gouvernement a signifié que l'organisation et la mise en exploitation des activités de transports urbains relève des attributions des autorités communales. Toutefois le Gouvernement a indiqué qu'il travaillera en concertation avec les autorités communales afin de trouver une solution	MTMUSR, MI
28.	Union Nationale des Etablissements d'Enseignement Privés Laïc (UNEEL)	Résoudre le problème de l'accès au financement des investissements dans le secteur de l'enseignement par la mise en place d'un fonds de garantie	Le Gouvernement a indiqué que les acteurs du secteur de l'enseignement peuvent bénéficier des prestations offertes par la Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina (SOFIGIB). Par ailleurs le Gouvernement a indiqué qu'à travers le Projet d'Amélioration de l'Accès à la Qualité de l'Education (PAAQE), l'expérience de construction-location-vente sera renouvelée.	MENA, MESRS MINEFID
29.	UNEEL-L	Exonérer du paiement de la TVA le matériel pédagogique et didactique utilisé dans les établissements privés d'enseignement dans la mesure où les frais de scolarités ne sont pas soumis à cette taxe.	Le Gouvernement a indiqué que le champ de la TVA est encadré par une directive de l'UEMOA et ne permet que l'exonération des livres scolaires et scientifiques.	MINEFID, MENA, MESRS

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
30.	UNEEP-L	Appliquer la convention d'éducation entre l'Etat et l'Union National des Etablissements d'Enseignement Privé-Laïc (UNEEP-L) dans toutes ces composantes	<p>Le Gouvernement a indiqué qu'un projet de « Manuel de procédures des conventions au Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation(MENA) » a été élaboré pour cadrer désormais les conventions d'éducation liant l'Etat aux différentes faïtières depuis décembre 2016. De même, un projet d'arrêté en cours d'élaboration viendra préciser les normes d'affectation des élèves applicables uniquement au privé conventionné.</p> <p>Pour la composante« affectation d'enseignants » dans le privé, le Gouvernement a souligné que sa mise en œuvre pose problème dans la mesure où l'Etat peine à combler son propre déficit surtout en Sciences de la Vie et de la Terre, Maths et Physique chimie. Malgré tout, certaines écoles privées du Secrétariat National de l'Enseignement Catholique (SNEC), de la CROIX ROUGE, de l'Association Burkinabè pour la Promotion des Aveugles et Malvoyants(ABPAM) reçoivent des enseignants affectés du primaire public.</p> <p>Pour ce qui est du secondaire et du supérieur, le Gouvernement a indiqué qu'au regard des</p>	MENA, MESRSI MINEFID

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
			insuffisances constatées dans la mise en œuvre de la convention et du fait que ladite convention prend fin en décembre 2017, il envisage sa relecture pour prendre en compte certaines préoccupations des acteurs du secteur. A cet effet, un projet d'arrêté de mise en place d'une commission technique de réflexion sur le renouvellement de la convention d'éducation a été initié.	
31.	UNEEP-L	Lutter contre la prolifération des établissements clandestins	Le Gouvernement a indiqué que tous les ordres d'enseignement général privé reçoivent au moins deux visites de contrôle par an et par établissement. Il a par ailleurs indiqué que des recensements périodiques des établissements privés assorties de sanction sont opérés dans les 13 régions en collaboration avec tous les acteurs.	MENA, MESRS
32.	UNEEP-L	Tenir régulièrement des sessions de la commission permanente de l'enseignement privé dans les différents ordres d'enseignement pour empêcher l'ouverture d'établissements sans autorisation	Le Gouvernement a indiqué que pour le préscolaire et le primaire, les autorisations de création et d'ouverture pour le privé relèvent désormais des Gouverneurs en lieu et place du Ministre. En outre, il a indiqué que deux nouvelles structures de missions ont été créées à cet effet notamment la Commission de l'Enseignement Privé (CEP) et la Commission d'Attribution des Autorisations de Diriger,	MENA, MESRS

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
			d'Enseigner et de Surveiller (CAADES) ont été créées.	
33.	UNEEP-L	Dynamiser le « réseau de recherche et d'éducation » pour l'accès à une connexion haut débit et moins coûteux pour le système éducatif.	Le Gouvernement a signifié qu'il a initié le Projet « Backbone national » en fibre optique afin d'offrir une connectivité de très haut débit au niveau national et international et baisser les coûts y relatifs.	MDENP MENA, MESRSI
34.	UNEEP-L	Résoudre la problématique de la carrière des enseignants dans les établissements privés d'enseignement supérieur par la facilitation de leur intégration dans le système du CAMES en leur ouvrant la possibilité de se faire encadrer dans les écoles doctorales.	le Gouvernement a mentionné que cette préoccupation connaît un début de mise en œuvre. Toutefois, la question des frais de laboratoire et des bourses devront faire l'objet de négociation avec les organisations faitières du secteur	MESRS, MFPTPS
35.	Organisation Syndicale des Commerçants du Burkina (OSCB)	Supprimer le double dédouanement des produits déjà dédouanés dans UEMOA et réexportés dans le même espace communautaire (UEMOA)	Le Gouvernement a souligné que pour arriver à ce niveau d'union douanière, des études sont en cours.	MINEFID, MCIA
36.	OSCB	Renforcer et /ou mettre en place des mécanismes innovants en vue de faciliter l'accès au financement	Le Gouvernement a indiqué qu'au niveau communautaire, des réflexions sont en cours sous l'égide de la BCEAO en vue d'élaborer des textes réglementant la finance islamique au sein de l'Union.	MINEFID, MCIA

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
			<p>Néanmoins au Burkina Faso, certains établissements de financement disposent de compartiments dédiés aux produits de la finance islamique.</p> <p>En outre, il a relevé que les lois uniformes sur les bureaux d'information sur le crédit et les entreprises d'investissement à capital fixe ont été adoptées en 2016 en vue de rendre disponible l'information sur le crédit et de réglementer l'activité de capital-risque. De plus, un projet de loi relatif au crédit-bail a été adopté par le Conseil des Ministres et transmis à l'Assemblée Nationale.</p>	
37.	Association Patronale des Hôteliers et Restaurateurs du Burkina (APHRB)	Faire passer le taux de la TVA dans le secteur de l'hôtellerie et restaurations entre 5% et 10% conformément à la réglementation communautaire	Le Gouvernement a indiqué que la réglementation communautaire n'oblige pas à appliquer un taux réduit. Toutefois, des concertations pourraient être engagées avec les acteurs sur la question.	MINEFID, MCAT, MCIA

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
38.	Association Professionnelle des Sociétés d'Assurances du Burkina (APSAB)	Réduire le taux de l'Impôt sur les Revenus des Créances (IRC) à 12,5%	Le Gouvernement a relevé que le taux de droit commun est fixé à 25% et réduit à 12,5% pour les intérêts, arrérage et tous les autres produits imposables des comptes de dépôt et des comptes courants ouverts dans les écritures d'une banque, d'un établissement financier, d'un agent de change, du trésor public, des caisses de crédit agricoles et d'un courtier en valeur mobilière. Une réduction de cet impôt entraînerait le non-respect par le Burkina Faso de ses engagements internationaux.	MINEFID
39.	APSAB	Admettre la déductibilité de la rémunération des Administrateurs du Bénéfice Industriel et Commercial (BIC)	Le Gouvernement a indiqué que les rémunérations exceptionnelles allouées aux membres des conseils d'administration conformément aux dispositions de l'article 432 de l'Acte uniforme de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'intérêt Economique (GIE) sont déductibles	MINEFID
40.	APSAB	Réduire les taux de taxes sur les commissions des agents commerciaux indépendants des compagnies d'assurances et sur la rémunération des prestataires de services sans numéro IFU, le taux actuel étant de 25%	Le Gouvernement a relevé que le taux de 25% ne s'applique qu'aux professionnels non identifiés et que pour ceux identifiés, la retenue est de 5%	MINEFID

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
41.	APSAB	Contrôler le respect effectif des obligations d'assurance, notamment en matière automobile et de transport des facultés à l'importation	Le Gouvernement a indiqué que ce contrôle est effectif à travers le contrôle en permanence des documents sur l'assurance automobile par les Officiers de Police Judiciaire (OPJ). Par ailleurs, il a souligné que le certificat d'assurance fait partie des documents exigés dans l'opérationnalisation de la plateforme Système de Liaison Virtuelle pour les opérations d'Importation et d'Exportation (SYLVIE).	MINEFID, MTMUSR MCIA, MSI
42.	APSAB	Inciter les sociétés minières à souscrire toutes leurs assurances sur place en prévoyant cette disposition dans les accords d'établissement	Le Gouvernement a indiqué que conformément l'article 308 nouveau du code des assurances, la domiciliation de l'assurance est obligatoire	MMC, MINEFID
43.	APSAB	Soumettre à l'assurance tous les immeubles de commerce ou recevant du public	Le Gouvernement a relevé que l'assurance construction étant déjà obligatoire, le certificat d'assurance est un document exigé pour l'octroi du permis de construire.	MUH, MI, MINEFID
44.	APSAB	Rendre effectif le contrôle du respect de l'obligation d'assurance construction	Le Gouvernement a pris le 11 Septembre 2014 l'arrêté conjoint n° 2014-0331/MEF/MHU portant modalités de contrôle du respect de l'obligation d'assurance des risques de la construction. Ledit arrêté rend effectif le contrôle du respect de l'obligation d'assurance	MUH, MINEFID

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
45.	Ordre National des Pharmaciens du Burkina Faso (ONP-BF)	Revaloriser la subvention accordée à l'Ordre National des pharmaciens et alléger la procédure de son déblocage	Le Gouvernement a mentionné qu'au titre de l'année 2017, une subvention de 75 000 000 FCFA a été accordée dans ce sens.	MS, MINEFID
46.	ONP-BF	Organiser en 2017 les états généraux du médicament et de la pharmacie	Le Gouvernement a indiqué que notre pays a été retenu pour organiser le forum mondial du médicament en 2018 et que les états généraux du médicament seront couplés à cette activité	MS
47.	ONP-BF	Faciliter l'adoption d'une nouvelle stratégie de lutte contre les médicaments illicites	Le Gouvernement a indiqué qu'un plan stratégique de lutte contre la contrefaçon et le commerce illicite des médicaments ainsi qu'un cadre juridique de lutte contre les faux médicaments ont été adoptés au niveau de la CEDEAO. Au niveau national, il a mentionné qu'un plan d'actions multisectoriel 2013-2016 en cours de mise en œuvre a même fait l'objet d'une révision pour remplacer certaines activités rendues obsolètes au vu de l'évolution du contexte national	MS
48.	MEBF	Assainir le secteur de la micro-finance à travers le redressement et la liquidation des SFD en situation illégale	Le Gouvernement a relevé qu'un Comité d'assainissement et de consolidation du secteur de la micro-finance a été mis en place pour la prise de mesures afin de liquider 9 SFD en 2017 et le redressement de 5 autres	MINEFID

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
49.	Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés du Burkina Faso (AP/SFD-BF)	Détaxer le refinancement des SFD et diminuer le taux de refinancement auprès des banques	Le Gouvernement a indiqué que cette demande n'est pas conforme à la directive n° 02/98/CM/UEMOA portant harmonisation des législations des états membres en matière de TVA. Toutefois, une requête sera adressée à la BCEAO pour clarifier les dispositions de l'article 118 de la loi N° 023-2009/AN du 14 mai 2009 portant réglementation des SFD au Burkina Faso en vue de la détaxation éventuelle du refinancement des SFD.	MINEFID
50.	Conseil Burkinabè des Agences de Gardiennage(CBAG)	Modifier la formule de l'offre économiquement la plus avantageuse dans la commande publique	Le Gouvernement a indiqué que la loi 039-2016/AN du 02 décembre 2016 portant réglementation de la commande publique et ses décrets d'application prennent en compte cette préoccupation en parlant d' « offre conforme évaluée la moins disante ».	MINEFID
51.	Association Professionnelle des Experts et Conseils Fiscaux du Burkina Faso (APECF-BF)	Mettre en œuvre les procédures prévues par les textes et destinées à sanctionner les émetteurs de chèques sans provision	Le Gouvernement a indiqué que les procédures sont régulièrement mises en œuvre à travers l'application dans les opérations de recouvrement du règlement n°15/2002/CM/UEMOA relatif aux systèmes de paiement dans les Etats membres et de la loi n°021/2009 portant répression des infractions en matière de chèque, de carte bancaire et d'autres instruments et procédés électroniques de paiement.	MINEFID

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
52.	APECF-BF	Rendre fonctionnels les services en charge de l'évaluation périodique des exonérations accordées dans le cadre des investissements	Le Gouvernement a mentionné que l'évaluation des exonérations (dépenses fiscales) est une obligation communautaire pour le Burkina Faso. Elle sera une réalité dès cette année 2017 avec l'évaluation des dépenses de l'année 2015.	MINEFID, MCIA
53.	APECF-BF	Renforcer les moyens et repenser les méthodes de lutte contre l'évasion fiscale et la fraude fiscale	Le Gouvernement a indiqué que des dispositions sont déjà prises pour freiner les cas de transfert indirects de bénéficiaires. Il a également souligné que la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) travaille en synergie avec les structures impliquées à travers l'échange mutuel d'informations. Ces échanges s'inscrivent dans le cadre des nouvelles dispositions de la loi 06/AN du 03 mai 2016 sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du Terrorisme.	MINEFID
54.	APECF-BF	Instaurer un contrat d'objectifs entre le Gouvernement et le secteur privé dans le cadre des avantages fiscaux accordés,	Le Gouvernement a relevé qu'il est prévu une réforme de la gouvernance de celle-ci avec comme point de départ la fixation de l'objectif visé pour chaque exonération accordée et le contrôle de l'atteinte de celui-ci.	MINEFID
55.	Groupement Professionnel des Pétroliers (GPP)	Réduire le nombre et la fréquence des contrôles (Douane, DGCRF, Impôts, etc.) dans le secteur des Hydrocarbures	Le Gouvernement a indiqué que les contrôles sont effectués conformément aux textes à l'exception des opérations coup de poing.	MINEFID, MCIA

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
56.	GPP	Réduire les délais de traitement des dossiers pour l'obtention des autorisations d'implantation de stations-services (1-4 ans)	Le Gouvernement a indiqué que les services techniques délivrent les autorisations en moins de 72 heures. En outre, il a souligné que l'adoption du décret n°2014-481/PRES/PM/MATD/MEF/MHU du 3 juin 2014 permet aux maires des localités qui disposent d'un plan d'occupation des sols de procéder au changement de destination de terrain à des délais moyen d'un trimestre.	ME, MINEFID, MCIA
57.	Organisation des Jeunes Commerçants Emergents du Burkina (AJCEB)	Réduire le niveau des droits de douanes	Le Gouvernement a relevé que le Burkina Faso est membre d'Organisations communautaires (UEMOA et CEDEAO) qui régissent les questions de fiscalité de porte. Par conséquent, aucun Etat de la communauté ne peut réduire ou supprimer une taxe quelconque.	MINEFID
58.	Conseil National du Patronat Burkinabé (CNPB)	Prendre en compte des mesures d'exonération pour l'importation de groupe électrogènes à usage professionnel	Le Gouvernement a relevé que le Code des douanes de l'UEMOA et autres textes nationaux à caractère spécifique régissent les cas où une exonération peut être accordée d'une manière permanente ou ponctuelle.	MINEFID, MCIA, ME
59.	CNPB	Impliquer les conseillers économiques des Ambassades du Burkina à l'étranger pour rassurer les investisseurs	Le Gouvernement a indiqué que les Conseillers économiques au niveau des Ambassades sont déjà impliqués dans la sensibilisation et l'orientation des investisseurs étrangers et des Burkinabè de la diaspora vers les secteurs porteurs du Burkina Faso	MAEC-BE, MCIA

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
60.	Association Patronale des Hôteliers et Restaurateurs du Burkina (APHRB)	Réduire voire supprimer le coût du visa d'entrée au Burkina Faso	Le Gouvernement a indiqué que des discussions sont en cours en vue d'une relecture du décret sur les visas pour tenir compte de certaines préoccupations du secteur privé	MAECBE, MINEFID
61.	Organisation des Transporteurs Routiers du Faso (OTRAF)	Assurer la libre circulation des biens et des personnes	le Gouvernement a indiqué que le Burkina Faso s'est conformé à la décision des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'espace communautaire de disposer d'une seule et unique carte d'identité dans la zone CEDEAO, en votant la loi portant adoption de cette carte le 10 avril 2017.	MSI, MAEC-BE
62.	OTRAF	Aménager des espaces de stationnement pour les véhicules de marchandises et de personnes dans les grands centres urbains	Le Gouvernement a rappelé que dans le cadre de l'exécution des opérations de lotissement des centres urbains et ruraux du Burkina, il est toujours prévu dans les zones couvertes par l'opération, des aires de stationnement d'au moins 8000m ² pour les véhicules de transport de marchandises et de personnes. Par ailleurs, le Gouvernement a indiqué qu'il se rapprochera des collectivités territoriales afin que dans le cadre des nouveaux plans d'aménagements du territoire, des espaces soient réservés au stationnement des véhicules de transport de marchandises et de personnes.	MUH, MTMUR

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
63.	OTRAF	Créer des aires de repos en concertation avec les acteurs du secteur,	Le Gouvernement a signifié qu'il travaille autant que possible pour prévoir des aires de stationnement chaque 10 km. Aussi, dans le cadre des travaux de renforcement de la route Koupèla-Bittou-Frontière du Togo, la construction d'une aire de repos est prévue à Zorgho	MI, MUH
64.	Syndicat des Commerçants Importateurs et Exportateurs (SCIMPEX)	Lutter contre la fraude sur le marché des hydrocarbures et des lubrifiants	Le Gouvernement a indiqué que des mesures ont été envisagées en vue de réaliser des contrôles annuels de toutes les infrastructures de distribution de produits pétroliers. En outre, il a relevé que des missions conjointes seront organisées entre les forces de sécurité et les services techniques du Ministère du Commerce pour la sensibilisation des vendeurs en bouteille. Par ailleurs, le Gouvernement a souligné que le projet d'implantation de la SONABHY à l'est, au sahel et au sud du pays et la relecture des dispositions de l'article 8 du décret N°200-146/PRES/PM/MCPEA/ MCE du 03 mai 2002 portant réglementation de la distribution des produits pétroliers et dérivés au Burkina Faso contribueront à lutter contre la fraude.	MCIA, ME

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
65.	Alliance des fournisseurs Burkinabé de Biens et Services Miniers (ABSM)	Diligenter la création d'un cadre tripartite regroupant les représentants de l'Etat, des sociétés minières et les fournisseurs de biens et services miniers	Le Gouvernement a indiqué que les dispositions de l'article 101 de la loi n°036-2015 du 16 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso prévoit la mise en place d'un cadre dans lequel toutes les parties prenantes du secteur minier devront développer des stratégies pour booster la fourniture des biens et services locaux au profit du secteur minier. Il a en outre signifié qu'il est envisagé la réalisation d'une étude qui permettra d'aboutir à l'élaboration d'un cadre national de fourniture local dans le secteur minier.	MMC, MCIA
66.	Syndicat National des Promoteurs Immobiliers du Burkina (SYNAPIB)	Délivrer une lettre de garantie qui permet aux promoteurs immobiliers d'acquérir un emprunt après toute signature de protocole d'accord de conventions	Le Gouvernement a relevé que la véritable lettre de garantie dont pourraient disposer les promoteurs immobiliers est le titre foncier. A ce sujet, le Gouvernement a pris des mesures qui permettront aux promoteurs immobiliers d'obtenir les titres fonciers qui peuvent leur donner l'opportunité de contracter des prêts auprès des banques	MUH
67.	SYNAPIB	Réviser les nouvelles mesures prises dans le cadre de la suspension des activités foncières en faveur des promoteurs immobiliers	Le Gouvernement a indiqué que la mesure de suspension n'avait pas touché initialement les promoteurs immobiliers. En effet, le Gouvernement a signifié qu'il peut autoriser par arrêté la poursuite d'opération de lotissement	MUH

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
			<p>et/ou de restructuration d'intérêt national initié par l'Etat et ses démembrements dans le cadre de projets et programmes immobiliers ».</p> <p>Toutefois, il a relevé qu'il a mis en place le 28 février 2017, la commission interministérielle chargée de superviser les travaux pour l'apurement du passif dans le foncier urbain. Ladite commission qui dispose d'un délai de six (06) mois pour produire son rapport devra se prononcer sur la question.</p>	
68.	SYNAPIB	Encadrer les loyers et la vente des terrains	le Gouvernement a entrepris l'élaboration de deux lois portant respectivement sur le bail d'habitation privée et le foncier urbain au Burkina Faso.	MUH, MCIA
69.	SYNAPIB	Réviser les prix de construction de logements sociaux des promoteurs immobiliers	Le Gouvernement a signifié que les logements sociaux ont un caractère social et que les simulations faites confirment que les prix pratiqués sont conformes.	MUH, MCIA
70.	Ordre des Géomètres Experts du Burkina (OGEB)	Exiger un certificat d'inscription au tableau de l'ordre des géomètres experts pour la participation aux appels d'offres	Le Gouvernement a précisé que de telles organisations, sont régies par des dispositions législatives. En principe, seuls les géomètres experts agréés et inscrits au tableau de l'ordre peuvent prendre part à des commandes publiques. Si tel n'est pas le cas, des	MI, MUH

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
			concertations seront engagées avec le conseil national de l'ordre des géomètres experts pour éventuellement entamer une relecture des textes.	
71.	OGEB	Désengager les structures publiques de la réalisation des opérations de bornages et de lotissements	<p>Le Gouvernement estime que conformément à sa politique nationale de développement urbain, il se doit d'accompagner toutes les villes dans leurs efforts d'aménagement urbain. Le Gouvernement soutient également les géomètres experts privés agréés en leur permettant de conduire des opérations de lotissement dans les communes urbaines et rurales. Cependant, il entend poursuivre son appui aux collectivités qui ne disposent pas de ressources financières pour conduire de telles opérations.</p> <p>Pour les opérations de bornage, le Gouvernement a précisé qu'il n'est pas en concurrence avec le privé mais s'oriente de plus en plus vers la réalisation des bornages des projets d'intérêt national. Le Gouvernement ne pense pas qu'il est opportun pour lui de se désengager exclusivement de ce secteur d'activités au profit du secteur privé.</p>	MUH

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
72.	Ordre des Architectes du Burkina (OAB)	Renforcer les campagnes de diffusion et de contrôle du respect des dispositions du code de l'urbanisme et de la construction	Le Gouvernement a entamé depuis 2006 l'organisation des sessions de vulgarisation et de formations de la loi au profit des différents acteurs intervenant dans le domaine de l'urbanisme et de la construction. Il a ajouté que lesdites sessions de formation et de vulgarisation se poursuivent toujours au profit des acteurs du domaine.	MUH, MI
73.	OAB	Poursuivre la déconcentration effective du centre de facilitation des actes de construire (CEFAC)	Le Gouvernement a relevé que quatre (04) centres régionaux à savoir Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Ouahigouya et Kaya sont déjà fonctionnels. En outre, il a souligné que les centres de Koudougou, Gaoua et Banfora seront opérationnalisés en 2017.	MUH, MI
74.	Syndicat National des Petites et Moyennes Entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics (SN-PME/BTP)	Pérenniser les états généraux du bâtiment et des travaux publics	Le Gouvernement a indiqué qu'à l'issue des états généraux de 2012, un comité interministériel a été mis en place pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations. Il a ajouté qu'un bilan de ces états généraux va être dressé au cours de 2017, en vue d'arrêter avec les acteurs une périodicité de tenue régulière de ces Etats Généraux du BTP	MI, MUH
75.	SN-PME/BTP	Alléger les conditions d'obtention des agréments voire la suppression,	Le Gouvernement a précisé que la définition et la fixation des conditions de délivrance de l'agrément technique dans le domaine du	MI, MUH

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
			bâtiment sont régies par l'arrêté N°2005-084/MITH/SG/DGAC du 30 Décembre 2005. Par ailleurs, dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires, le Gouvernement a entrepris avec les partenaires privés du domaine du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) et la Banque Mondiale (Doing Business), des réformes pour permettre d'alléger, de simplifier et de faciliter la procédure d'obtention des agréments délivrés par chaque ministère	
76.	Fédération Nationale des Industries de l'Agro-alimentaire et de la transformation du Burkina (FIAB)	Moderniser le secteur agricole par la mécanisation	Le Gouvernement a indiqué qu'il a entrepris un certain nombre d'actions pour faciliter l'accès aux intrants et équipements agricoles à des prix subventionnés.	MAAH
77.	FIAB	Inciter à la création d'unités industrielles de transformation des produits de base agricole	Le Gouvernement a relevé qu'au cours de l'année 2017, il est prévu le lancement de 03 unités de transformation de fruits et légumes, de manioc et d'arachide dans 3 régions	MAAH, MCIA

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
78.	Fédération des Associations Professionnelles de la Sante Privée du Burkina(FASPB)	Impliquer effectivement les structures sanitaires privées dans la mise en œuvre de la stratégie de la gratuité des soins aux enfants de moins de cinq ans et la femme enceinte à travers une convention	Le Gouvernement a indiqué que cette implication ne pose aucun problème, dans la mesure où elle peut faire l'objet d'un engagement libre et individuel des Etablissements Sanitaires Privé de Soins (ESPS) à signer une convention dans ce sens avec le Gouvernement	MS
79.	FASPB	Assurer la contribution du privé sanitaire en complémentarité avec le public pour une offre de service public de santé de qualité dans le cadre d'un Partenariat Public-Privé	Le Gouvernement a indiqué que des domaines de collaboration en PPP existent déjà. Il a en outre ajouté que 15 projets du Ministère de la santé ont été retenus pour être exécutés dans le cadre du programme de projets PPP 2016.	MS
80.	Association burkinabè des Experts automobile, industriel et incendie (ABEAI)	Adopter des textes portant création de l'ordre des experts automobiles, industriel et incendie ou la mise en place d'un bureau unique		MTMUSR, MJDHPC
81.	ABEAI	Interdire l'exercice de la profession d'Experts automobile, industriel et incendie aux experts non agréés par les cours et tribunaux		MJDHPC, MTMUSR

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
82.	Conseil Burkinabè des Agences de Gardiennage(CBAG)	Entamer les négociations en vue de l'adoption dans les délais d'une convention collective du secteur de la sécurité privée		MSI, MFPTPS
83.	CBAG	Etablir une carte professionnelle spécifique pour les agents des sociétés privées de gardiennage		MSI
84.	CBAG	Prendre une décision ministérielle pour fixer un seuil minimum de facturation de la prestation mensuelle par vigile		MFPTPS, MSI, MINEFID
85.	CBAG	Rendre valable l'autorisation d'exercer des agences de gardiennage sur toute l'étendue du territoire afin d'éviter les coûts supplémentaires.		MSI
86.	Fédération des Associations Professionnelles de la Santé Privée du Burkina(FASPB)	Opérationnaliser l'Assurance Maladie Universelle (AMU) prenant en compte et/ou impliquant le secteur privé de la santé et en intégrant la CARFO et la CNSS dans l'agence de gestion de l'AMU comme bras techniques		MFPTPS, MS, MINEFID

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
87.	Fédération des Commerçants des Marchés et Yaars de la Région du Centre (FCMYRC)	Recenser et aménager les marchés et yaars et attribuer aux commerçants des sites aménagés proches des consommateurs		MATD, MUH, MI, MCIA
88.	Organisation des Transporteurs Routiers du Faso (OTRAF)	Elaborer des modules de formation adaptée sur la gestion administrative, financière et logistique au profit des acteurs		MTMUSR
89.	OTRAF	Appliquer le décret 683 du 1er août 2014 sur la fixation des catégories de transport routiers et des conditions d'exercice de la profession de transporteur routier		MTMUSR
90.	CNPB	Opérationnaliser la mise en œuvre de la loi d'orientation et de promotion des PME		MCIA
91.	CNPB	simplifier la procédure de paiement des impôts par chèque qui est devenue complexe et lourde		MINEFID
92.		Perfectionner le système de paiement des impôts par virement bancaire de sorte à l'automatiser avec les serveurs informatiques des receveurs		MINEFID

	Nom de l'organisation	Préoccupations et recommandations	Réponses du Gouvernement	
93.		Organiser les assises nationales sur la fiscalité		MINEFID
94.	Association Professionnelle des Sociétés d'Assurances du Burkina (APSAB)	Réduire le taux de l'impôt sur les primes d'assurances maladie à 2% en lieu et place des 8% actuels.		MINEFID
95.		Exonérer l'impôt sur les revenus des nouvelles entreprises pendant les 3 premières années et mettre en place un mécanisme de suivi des dites entreprises		MINEFID
96.		Faire payer les droits d'enregistrement par année fiscale.		MINEFID